

pouvoir jusqu'au mois d'août 1954, mais c'est l'usage suivi en général par les gouvernements du pays de demander un renouvellement de leur mandat pas plus tard que quatre ans après avoir été élus. Chaque fois qu'un gouvernement a dépassé cette limite, il a été défait.

L'honorable M. Farris: Vous ne vous attendez pas à ce que la même chose arrive au présent gouvernement?

L'honorable M. Haig: Je n'ai pas entendu ce qu'a dit mon honorable ami. Je crois que nous pouvons être assurés qu'il y aura une élection fédérale en deçà d'un an. Je vais faire une ou deux prédictions. Il y a quatre ans, j'en ai formulé une qui s'est réalisée à la lettre, je sais toutefois qu'il est toujours dangereux de jouer au prophète. J'affirme quand même que des élections auront lieu au mois de mai prochain. Sauf erreur, certains membres de l'autre endroit désirent que les élections aient lieu au cours de ce mois; le souhaite aussi des gens de ma propre province; pourquoi, je l'ignore. Ils pensent peut-être que leur parti reviendrait au pouvoir. Mais je suis persuadé que les Canadiens désirent entendre discuter en public, franchement et sans réserve, les problèmes auxquels font face notre pays, les pays occidentaux et le monde en général. En 1949, nous pensions qu'avant la fin de la présente législature, la guerre froide aurait pris fin. Or, nous voici à moins d'un an de la fin de la présente législature, et la guerre froide est aussi intense que jamais; nous sommes aussi loin de la bonne entente que nous l'étions il y a quatre ans. Nous ne sommes pas sûrs que la question se règle au cours des quatre prochaines années, mais il faut qu'elle se règle d'ici là.

On dit à tort ou à raison—et je pense que c'est à raison,—que Stalin espère continuer la guerre froide qu'il poursuit actuellement avec les nations occidentales jusqu'à ce que celles-ci se querellent entre elles ou qu'elles soient à bout de ressources. Cela veut dire que lorsque nous, Canadiens, seront appelés, au cours de l'année prochaine, à nous choisir un nouveau gouvernement, nous devons apporter à l'affaire le meilleur de notre discernement et déléguer à la Chambre des communes ceux de nos compatriotes qui peuvent le mieux nous y représenter. A mon sens, on ne saurait y arriver au moyen d'élections bâclées, mais seulement si nous avons le temps de tenir des élections convenables et si nous donnons au public l'occasion d'en bien comprendre l'enjeu. Je n'ai aucune autorité pour conseiller le parti libéral; j'imagine même que si je le tentais, il n'accepterait pas mon avis.

L'honorable M. Euler: Cela se pourrait au contraire.

L'honorable M. Haig: Mais si tous les libéraux croient ce que certains libéraux de ma connaissance s'imaginent, c'est-à-dire que le parti actuellement au pouvoir a donné au Canada le meilleur gouvernement et les meilleurs programmes qu'il ait jamais eus et que notre pays est en meilleure posture que jamais, alors plus on retardera la tenue des élections mieux cela vaudra pour eux. Mais les Canadiens ont assez de bon sens pour en tirer leurs propres conclusions en temps voulu.

L'honorable M. Horner: Ils ne s'en sont pas encore rendu compte.

L'honorable M. Haig: Cela deviendra manifeste à l'approche des élections, car la population saisit avec plus d'acuité, à l'heure actuelle, les véritables problèmes qui se posent pour elle.

Même s'il n'est pas nécessaire d'aller chercher un exemple aux États-Unis, ceux d'entre nous qui y ont suivi les deux dernières élections ont constaté que la dernière différait totalement de celle de 1948. On a soulevé l'opinion publique comme jamais auparavant, et le nombre de votes enregistrés a été plus grand que jamais cette année. En effet, le peuple américain a compris la gravité des questions en jeu et a jugé que le futur programme d'evergure mondiale dépendait, dans une certaine mesure, de sa décision. Notre pays, il est vrai, ne compte que 14 millions d'habitants, contre 140 millions là-bas; nous avons quand même un rôle important à jouer dans le monde actuel. Nos opinions sur les questions d'intérêt universel, après celles des Américains, importent autant que celles de n'importe quel autre pays. En formulant une telle déclaration, je ne diminue pas les réalisations de la Grande-Bretagne, ni celles que la France, la Hollande ou la Belgique pourront présenter. Je le souligne, l'espoir des peuples épris de liberté s'appuie sur notre continent, et advenant que nous ne trouvions pas une solution aux problèmes j'ignore qui dans le monde pourra les résoudre.

Pour tous ces motifs, il faut bien faire comprendre à notre population les questions en jeu au Canada; j'ose croire que les prochaines élections n'accorderont à aucun parti une majorité à la Chambre des communes comme celle dont jouit le Gouvernement actuel. Un partage des forces aussi inégal n'aide pas la démocratie à prendre les décisions et l'essor qu'il faut. Si optimiste que l'un ou l'autre sénateur puisse être, si grande que soit son admiration pour le gouvernement actuel, il n'en reste pas moins que le gouvernement